

Etude "coûts évités" : quoi, comment...

I - Quoi : qu'entend-on par "coûts évités" ? - quelques composantes des problématiques

⇒ Coûts matériels et immatériels

La notion de coûts n'est ici ni réduite à sa stricte dimension économique, voire budgétaire ou comptable, ni étendue à un ensemble trop vaste : il importe de prendre en compte divers coûts immatériels, notamment politiques et sociaux, sans élargir à l'excès, par exemple à certains coûts affectifs ou moraux...

⇒ Coûts et avantages

Même sans se limiter à l'analyse économique, on peut en conserver la terminologie : un coût est la contrepartie d'un avantage. Bien évidemment, dans cette étude, on n'envisage pas les coûts en eux-mêmes, mais en référence aux divers avantages auxquels ils répondent : on ne saurait envisager les moyens ou modalités en perdant de vue les finalités auxquelles ils se réfèrent... La principale difficulté est ici liée à l'articulation entre d'une part les nombreux arbitrages coûts/avantages, d'autre part le degré variable de dissociation entre décideurs, payeurs et bénéficiaires – le tout devant s'apprécier sur différents horizons de temps, sachant que, bien souvent, le lien entre une dépense et ses multiples impacts s'apprécie difficilement...

⇒ Coûts individuels et collectifs

Le coût de la garde d'enfant est supporté en premier lieu par les familles elles-mêmes ; ses contreparties (démographiques, économiques, sociales, culturelles, etc.) bénéficient largement à la collectivité, sans que celle-ci sache toujours "où est son intérêt". Avant même de parler de répartition, entre les différents niveaux de l'organisation sociale, de la prise en charge de certains coûts, on peut utilement procéder à un effort de clarification : non seulement "quels coûts ?" ou "quels coûts pour qui ?", mais – entre autres - "quelles contreparties pour qui ?", "quelles finalités de référence pour ces contreparties ?", etc.

⇒ Coûts immédiats et différés

La décision d'avoir ou non un enfant correspond en termes de coûts à un engagement sur le long terme. Le choix d'un mode de garde est lourd de conséquences à moyen terme – ne serait-ce que dans les arbitrages qu'il implique souvent dans la vie professionnelle. De même, les avantages pour la collectivité s'évaluent souvent sur des horizons longs. La prise en charge des coûts doit tenir compte de ce facteur temps.

⇒ Coûts supportés et évités

En référence à quelques problématiques essentielles de ce type, de nombreuses questions de "coûts" se posent aux collectivités publiques et à certains acteurs économiques : que doit-on / peut-on / veut-on prendre en charge, pour obtenir quels résultats, en référence à quels enjeux... ? L'ambition de cette étude est de proposer un éclairage complémentaire à partir d'un autre regard sur ces mêmes réalités : puisqu'il est question d'arbitrages, regardons non seulement les conséquences "négatives" d'un choix (les coûts à supporter), mais aussi ses conséquences positives (les économies ou autres avantages qu'il permet par ailleurs), ainsi que les conséquences de choix alternatifs ou de non choix...

II - Comment : éléments méthodologiques - une méta-étude prospective

⇒ Une étude prospective

La complexité de la matière, son caractère évolutif et la diversité des ramifications exigent une approche ouverte, transdisciplinaire, dynamique, critique, orientée vers l'avenir... Donc une démarche prospective, qui s'articule en particulier autour de la confrontation de plusieurs niveaux de préoccupations :

- * celui, fondamental, des finalités – notamment dans le cadre d'une politique de la famille, mais aussi en relation avec les politiques sociales, de l'emploi, d'aménagement du territoire, etc.
- * celui, incontournable, de la rationalité économique – d'autant plus important ici qu'il est un point d'entrée, important également pour son impact pédagogique et par l'effet levier qu'il peut permettre pour initier le changement ;
- * celui, effectif, des réalités politiques – tant au sein de grandes institutions que dans les relations entre les divers acteurs concernés ("politique" est entendu ici au sens général qui caractérise les relations d'intérêt et de pouvoir entre individus et organisations – et non au sens "politicien").

⇒ Une méta-étude

Cette démarche se fonde sur l'analyse et l'exploitation de matériaux existants et non sur la conduite d'études ou enquêtes particulières. Parmi ces matériaux figurent notamment :

- * des éléments de témoignage – expériences et réalisations conduites dans des situations comportant des bases de comparabilité ou de transposabilité ;
- * des éléments d'analyse - travaux d'enquête, d'étude, de recherche préalablement conduits par tous organismes ou chercheurs ;
- * des éléments d'orientation - positions et propositions de tous responsables et institutions concernés.

⇒ Un peu plus : bibliographie, liens, diaporamas... voir <http://www.algoric.com/gepetto>